

Gaza : M. Kouchner, qu'attendez-vous ?

Par **STEPHANE HESSEL**
Ancien ambassadeur

Un an après l'opération «Plomb durci», un an après la constitution du gouvernement israélien le plus xénophobe de son histoire, un an après l'élection de Barack Obama, trois jours après la prise de fonction du nouveau gouvernement de l'Union Européenne, il est temps que la France précise sa position sur l'avenir du conflit.

Il serait tout simplement honteux de laisser sans réaction les injures et les obstacles, signalés dans *Libération* du 20 décembre par Delphine Mathieussent, opposés à notre présence diplomatique et culturelle à Gaza.

Il serait lâche de ne pas dénoncer vivement l'enfermement arbitraire de 1,5 million de Palestiniens qui sont entassés dans la bande de Gaza, les crimes de guerre dénoncés par le rapport Goldstone, la poursuite de la colonisation et de l'occupation militaire de la Cisjordanie et de la judaïsation de Jérusalem-Est.

La France se doit, vous le savez, d'être le premier défenseur du droit international, du respect des conventions concernant le droit humanitaire, le droit des enfants, les détentions arbitraires, la torture, toutes violées par Israël.

Elle est la dernière à pouvoir accepter l'impunité dont jouit cet Etat et qui l'incite à méconnaître que sa véritable sécurité ne sera assurée que lorsqu'il occupera au sein du Proche-Orient, la place que lui assignent les résolutions des Nations unies et que sont prêts à lui reconnaître les Etats arabes.

Ne manquent ni les arguments, ni les moyens diplomatiques, commerciaux et, s'il le faut, militaires pour que l'Europe, interpellée par la France fasse son devoir.